

**Compléments en date du 12/08/25 - Création d'un hôtel et d'un local au RDC + parking extérieur de 67 places à Aurillac (15) – Dossier n°2025-ARA-KKP-5996**

---

**De :** LUTRAN Jean-Géraud

**Envoyé :** mardi 12 août 2025 08:59

---

**À :** Autorite-environnementale - DREAL Auvergne-Rhône-Alpes/CIDDAE/AE

**Objet :** Re: DEMANDE EVALUATION ENVIRONNEMENTALE AU CAS PAR CAS – AURILLAC

Bonjour,

Veuillez trouver les précisions à l'instruction du projet.

\_ Surface de plancher du projet global : 2160m<sup>2</sup>

\_ Surfaces imperméabilisées : 3330m<sup>2</sup> / surfaces perméabilisées : 2740m<sup>2</sup>

\_ Hauteur maxi du projet : 14,50m /TN

\_ Hôtel de 50 chambres + local commercial au RDC

Restant à votre disposition.

Cordialement.

---

**De :** Autorite-environnementale - DREAL Auvergne-Rhône-Alpes/CIDDAE/AE

**Envoyé :** lundi 11 août 2025 12:40

---

**À :** LUTRAN Jean-Géraud

**Objet :** Re: DEMANDE EVALUATION ENVIRONNEMENTALE AU CAS PAR CAS - AURILLAC

Bonjour,

Vous avez récemment envoyé au pôle de l'Autorité environnementale de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, la demande d'examen au cas par cas du dossier cité en objet. Dans le cadre de la vérification de son caractère complet, en application de l'article [R.122-3-1 II](#) du code de l'environnement, il s'avère que le dossier transmis appelle des compléments.

Le projet concerne l'implantation d'un parking extérieur de 67 places en lien avec la création d'un hôtel et d'un local commercial au RDC.

Il est soumis à examen au cas par cas au titre de la rubrique 41 de part la création d'une aire de stationnement ouvertes au public de 50 unités et plus.

Après une première analyse du dossier, il s'avère que les éléments transmis (en particulier le cerfa) ne concerne que la création de l'aire de stationnement.  
Seules les caractéristiques de cet aménagement sont précisées.

Hors, la création du parking fait partie intégrante du projet de création d'hôtel et de local commercial et l'autorité en charge du cas par cas doit appréhender les incidences du projet dans leur globalité en tenant compte notamment de l'ensemble des aménagements et des travaux prévus.

L'article L122-1 de code de l'environnement dispose notamment que :

*Lorsqu'un projet est constitué de plusieurs travaux, installations, ouvrages ou autres interventions dans le milieu naturel ou le paysage, il doit être appréhendé dans son ensemble, y compris en cas de fractionnement dans le temps et dans l'espace et en cas de multiplicité de maîtres d'ouvrage, afin que ses incidences sur l'environnement soient évaluées dans leur globalité.*

Aussi, je vous remercie pour que votre dossier puisse être déclaré complet de préciser :

- Surface de plancher du projet global (hôtel, parking, local commercial) : surface en m<sup>2</sup> ;
- Bilan des surfaces imperméabilisés et des surfaces perméabilisées à indiquer en m<sup>2</sup> ;
- Caractéristiques du projet global (Hauteur des bâtiments, nombre de chambres)
- transmission des éventuelles études conduites notamment sur les incidences du projet en matière de biodiversité, trafic, exposition au bruit...

En effet, je me permets d'attirer votre attention sur le fait que dans le cadre d'une demande d'examen au cas par cas, il revient au maître d'ouvrage de démontrer que le projet qu'il porte n'est pas préjudiciable à l'environnement et à la santé humaine, en apportant la garantie qu'en réponse à tous les enjeux identifiés, toutes les mesures annoncées seront bien mises en œuvre pendant la phase de travaux et la phase opérationnelle. Dans ce cadre, le maître d'ouvrage est invité à joindre à son dossier de demande, tous les documents, études déjà réalisées à partir desquels il s'est appuyé pour faire ses choix, ce que le dossier ne présente pas à ce stade.

Les compléments attendus sont à transmettre par voie électronique , à l'adresse mail du pôle de l'Autorité environnementale de la DREAL ([ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr)).

Dans l'attente de ces compléments, le dossier que vous portez est considéré comme incomplet et le délai d'instruction de 35 jours ne peut pas démarrer.

Il débutera à la réception d'un dossier complet. Lorsque ce sera le cas, en application de l'article [R.122-3-1 III](#), le dossier sera mis en ligne sur le site Internet de la DREAL.

Le pôle autorité environnementale est à votre disposition en cas de questions.

Cordialement.

*Le pôle autorité environnementale*